

DIAL 3699

# ÉQUATEUR - La Conaie dénonce les intérêts miniers du président Noboa

Eloy Osvaldo Proaño

mardi 30 avril 2024, mis en ligne par [Dial](#)

*Le 4 mars 2023, l'Assemblée nationale équatorienne approuvait le lancement d'un jugement politique contre le président d'alors, Guillermo Lasso (droite), en lien avec les accusations de corruption du cas Encuentro. Le jugement politique, initié le 16 mai, est interrompu le lendemain par le président qui, en s'appuyant sur l'article 148 de la Constitution, décide par décret de dissoudre le parlement (« mort croisée »). Comme le prévoit la Constitution dans ce cas, le Conseil national électoral a convoqué des élections présidentielles et législatives extraordinaires pour terminer le mandat de Guillermo Lasso. Lors du second tour des élections présidentielles, le 15 octobre 2023, le candidat de la coalition politique Action démocratique nationale (droite), Daniel Noboa – fils d'Álvaro Noboa, l'homme le plus riche du pays qui a aussi été 5 fois candidat présidentiel –, est élu avec 51,83% des voix pour un mandat de 18 mois.*

Alors que les mobilisations des communautés contre les projets miniers font l'objet d'une répression violente des forces de l'ordre, la Confédération des nationalités indiennes de l'Équateur (Conaie) dénonce les intérêts miniers du président Daniel Noboa qui est donc à la fois juge et partie... Cet article d'Eloy Osvaldo Proaño, analyste et chercheur équatorien, a été publié sur [Estrategia.la](#), le site du Centre latino-américain d'analyse stratégique (CLAE), le 21 mars 2024.

---

Leonidas Iza, président de la Confédération des nationalités indiennes de l'Équateur (Conaie) a dénoncé le fait que « le gouvernement de Daniel Noboa a des intérêts dans l'exploitation minière en Équateur ». Il a rappelé la participation de Noboa à la plus grande conférence minière du monde, celle de l'Association des prospecteurs et développeurs miniers du Canada.

Le mandataire s'est rendu au Canada pour négocier « en personne » et pour garantir ainsi les « bénéfices de ses entreprises familiales », a-t-il affirmé.

Au cœur du conflit social qui a éclaté contre les entreprises qui pratiquent cette activité extractive, Iza a affirmé que Daniel Noboa fait montre de ces intérêts, y compris dans l'Adventus Mining corporation, compagnie dans laquelle sa famille détient des parts. Le dirigeant a affirmé qu'avant même que Daniel Noboa soit le président du pays, sa famille détenait des parts de capital dans des projets miniers à Curipamba, Pijilí et Santiago, en Équateur.

En janvier de cette année, Adventus Mining a fusionné avec l'entreprise Luminex Resource, tandis qu'en mars l'entreprise a signé un accord avec la Japan organisation for Metals and Energy Security concernant le projet Tres Picachos dans le sud-est de l'Équateur.

Iza a fait cette déclaration au moment où un conflit a lieu dans la province de Cotopaxi où des communautés s'opposent à la présence d'une compagnie canadienne. Le 5 mars, la compagnie Adventus mining a annoncé la signature avec le gouvernement de l'Équateur d'un accord d'investissement pour le développement du projet Condor dans le sud-est de ce pays andin.

Iza a déclaré que le chef de l'État « ne voit pas la souffrance du peuple » causée par la présence des entreprises minières dans le pays. Il a ainsi évoqué la situation des paroisses de Palo Quemado et de Las Pampas, du canton Sigchos, dans la province de Cotopaxi, où le Front national contre l'exploitation minière a dénoncé la répression violente des forces de l'ordre contre les communautés paysannes qui manifestaient leur rejet de l'installation de la compagnie minière canadienne, Atico Mining Corporation.

Dans cette zone « plus de 500 membres de la police et de l'armée ont exercé une répression démesurée », faisant « un usage indiscriminé de balles de caoutchouc, de cartouches à grenailles et de bombes lacrymogènes ». Ces interventions ont fait quinze blessés, dont sept souffrant de graves lésions, a précisé l'organisation.

La Conaie signale que cette répression vise à « obtenir par la force une consultation sur l'environnement qui ne reflète pas la position de la majorité », ce qui constitue « une violation flagrante des droits humains, collectifs et des principes démocratiques ».

De son côté, la Confédération des nationalités indiennes de l'Amazonie équatorienne (Confeniae) a fait savoir qu'elle proteste vivement et condamne la violence liée à l'exploitation minière à Cotopaxi, avec la répression exercée par le gouvernement de Noboa en faveur de la compagnie minière transnationale canadienne Atico Mining.

« Face aux événements survenus récemment dans les paroisses de Las Pampas et de Palo Quemado, du canton de Sigchos, dans la province de Cotopaxi, où s'est produite la violente incursion policière et militaire qui a réprimé et criminalisé les paysannes et les paysans qui protégeaient leur territoire de la menace minière, en tant que Cofeniae, nous protestons vivement depuis l'Amazonie équatorienne pour condamner la grave répression déployée par les corporations minières multinationales avec la complicité du gouvernement de Daniel Noboa », a déclaré l'organisation.

La Conaie a signalé aussi que des dirigeants du Conseil de gouvernement de la Confédération restent sur place à Palo Quemado, pour offrir leur soutien et leur aide à la population. La position de la Confédération des nationalités indiennes de l'Équateur est claire et sans changement possible : « Non à l'exploitation minière. Développons d'autres activités économiques ».

Iza a déclaré qu'il s'agit d'une position de défense de la nature de la part des Indiens face aux intérêts des grands groupes de pouvoir. « Ils sont en train de détruire nos territoires qui nourrissent les grandes villes de ce pays, au profit du Président », a-t-il affirmé.

« Avec Daniel Noboa, l'exploitation minière à grande échelle est à nouveau imposée en mettant l'Équateur à feu et à sang », a déclaré le Front national anti-mines de l'Équateur.

---

- **Dial - Diffusion de l'information sur l'Amérique latine - D 3699.**

- Traduction de Françoise Couëdel pour Dial.

- Source (espagnol) : [Estrategia.la](https://estrategia.la), 21 mars 2024.

En cas de reproduction, mentionner au moins l'auteur, la traductrice, la source française (Dial - [www.dial-infos.org](http://www.dial-infos.org)) et l'adresse internet de l'article.